



Bulletin de veille

21 mars 2017

QUÉBEC/CANADA

CENTRE CANADIEN DE POLITIQUES ALTERNATIVES (CCPA)

CCPA, « [Le Budget fédéral alternatif 2017 : Les enjeux sont élevés, les choix sont clairs](#) », 9 mars 2017, 187 p.

Le Budget fédéral alternatif fixerait le salaire minimum à 15 \$ l'heure, indexé en fonction de l'inflation

De plus en plus de Canadiens et Canadiennes subissent les effets des inégalités au quotidien. C'est pourquoi nous exhortons le gouvernement fédéral à déposer un budget qui respecte ses promesses de réduire les inégalités des revenus et stimule la croissance inclusive. Le Budget fédéral alternatif 2017 : Les enjeux sont élevés, les choix sont clairs offre une voie claire à suivre pour un avenir plus équitable et durable.

Cette année, le BFA propose un budget fédéral qui prend des mesures décisives pour offrir aux Canadiens ce qui est important pour eux: la création d'emplois, la réduction des inégalités des revenus, la réduction de la pauvreté, l'élimination des échappatoires fiscales injustes et coûteuses, et dynamiser l'économie. Les mesures proposées dans le BFA permettraient à 1,1 million de Canadiens de sortir de la pauvreté, réduiraient l'inégalité des revenus, doubleraient la croissance économique à

5,4% et, à leur point culminant, entraîneraient la création de 460 000 nouveaux emplois, ce qui ferait descendre à 6,4% le taux de chômage du Canada.

CENTRE CANADIEN DE POLITIQUES ALTERNATIVES (CCPA)

J. Harden, « [The Case for Renewal in Post-Secondary Education](#) », 16 mars 2017, 17 p.

Des investissements annuels de 10,5 milliards en éducation possibles en éliminant notamment les crédits d'impôt pour frais de scolarité, pour épargne-études et pour intérêts payés sur un prêt étudiant

Over the past 15 years, revenue from student tuition has tripled, public student debt has ballooned (reaching \$28 billion by 2012) and working conditions for campus staff have deteriorated. It's time for renewal in our post-secondary education sector to address decades of bad policy choices.

This paper offers seven proposals to expand access to high-quality, publicly funded post-secondary education without upfront costs. These proposals, which are also included in the 2017 Alternative Federal Budget, will address decades of neglect in the sector, and are framed around two new public policy instruments: a Post-Secondary Renewal

Transfer (PSE-RT), and a new federal Post-Secondary Education Act to be modeled on the Canada Health Act.

FRASER INSTITUTE

J. Clemens, M. Lau, M. Palacios et al., « [End of the Chrétien Consensus?](#) », Mars 2017, 105 p. [la consultation de ce document requiert une inscription gratuite]

Revenir au consensus développé par Jean Chrétien : des budgets équilibrés, une réduction de la dette et une amélioration de la compétitivité fiscale

The Chrétien Consensus was an implicit agreement that transcended political party and geography regarding the soundness of balanced budgets, declining government debt, smaller and smarter government spending, and competitive taxes that emerged in the early 1990s and lasted through to roughly the mid-2000s. [...]

The better part of the last decade ending in 2016 has seen most Canadian governments moving away from the Chrétien Consensus. Governments across the country, particularly those in Alberta, Ontario, and now federally, have decisively and purposefully moved away from the policies of the Chrétien Consensus by increasing government spending through both borrowing (deficits) and increased taxes. The increases in spending have often been haphazard and without much attention paid to prioritization or importance. Governments have taken a much more active, larger role in the economy of the nation and most provinces. And finally, many governments have also increased taxes without regard for how such increases affect incentives or competitiveness. In short, the country has rejected the Chrétien Consensus and this is nowhere more evident than in Ottawa today, where the Trudeau Liberals ran on and are now governing based on a set of economic principles that are the antithesis of the Chrétien Consensus.

INSTITUT C.D. HOWE

A. Sen, « [Smokes, Smugglers and Lost Tax Revenues: How Governments Should Respond](#) », 28 février 2017, 16 p.

L'augmentation des taxes sur le tabac n'est pas une bonne façon de lutter contre la contrebande

There is widespread consensus that higher cigarette taxes are the most effective policy tool in reducing population smoking rates and tobacco-induced mortality, but the efficacy of such taxes is tempered by the possibility of a rise in smuggling and the availability of contraband tobacco. Understanding the extent to which stronger law enforcement affects the consumption of contraband tobacco is key given the significant tobacco tax increases recently implemented by the federal, Ontario and Quebec governments. Concerns have been raised about lost tax revenue and even the funnelling of black-market revenue to organized crime and terrorist activities. The study employs rigorous econometric methods in order to estimate the amount of smuggled cigarette cartons, along with associated lost tax revenues, in Quebec and Ontario from 2006 to 2014. While the amount of contraband has been quite significant in both provinces, it has been particularly high for Ontario, with lost tax revenue of approximately \$816 million to \$900 million in 2014. But the amount of contraband has declined over time for both provinces and coincided with an increase in excise cigarette taxes. The reduction in contraband since 2008 has been especially dramatic in Quebec. Lost tax revenue from current levels of contraband in Quebec is roughly a tenth of corresponding amounts in Ontario. The decline in illegal sales can be at least partially attributed to additional federal and provincial resources devoted to law enforcement. Given the magnitude of the decrease in estimated lost tax revenues as a likely consequence of stronger policing, and the risks to higher tobacco taxes undermining fruitful enforcement efforts, it appears that Ontario in particular would be better off by focusing on strengthening enforcement and regulation

INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS SOCIOÉCONOMIQUES (IRIS)

F. Fortier, S. Tremblay-Pépin et R. Languelin, « [État de la dette du Québec 2017](#) », 20 mars 2017, 52 p.

Le taux d'endettement du Québec se compare avantageusement aux autres économies avancées

La dette du Québec est au cœur des débats politiques depuis au moins 30 ans. En 2014, l'IRIS a publié un État de la dette du Québec qui tentait de vulgariser les principaux éléments entourant cette épingleuse question. Depuis ce temps, une série d'événements et de publications ont fait évoluer notre regard sur la dette. Nous jugeons donc nécessaire de mettre à jour ce document en y présentant les données les plus récentes et le résultat des recherches depuis 2014.

Comme nous le mentionnions en 2014, lorsqu'elle est présentée dans les médias, la dette publique du Québec est d'abord affaire de morale et d'angoisse. On serait coupables d'avoir emprunté autant, d'avoir vécu au-dessus de nos moyens. Pour venir à bout de cette culpabilité, il faudrait rembourser tout ce que nous devons, et ce, le plus rapidement possible. Ce remboursement suscite nécessairement de l'inquiétude, car les sommes dont il est question sont faramineuses. On peine à les concevoir et elles pèsent sur l'imaginaire politique comme une chape de plomb.

L'objet de cette brochure est de situer la dette d'abord comme question de politiques publiques et de finances publiques pour secouer le joug moralisant et angoissant qui pèse sur cette question. Nous croyons qu'en présentant avec le plus de précision et de clarté possible la dette publique, celle-ci nous paraîtra plus accessible et moins menaçante. Ici, comme en 2014, notre but n'est pas de nier l'importance de la dette du Québec, son niveau est un élément important des finances publiques et des choix politiques que nous faisons collectivement. Cependant, nous souhaitons la remettre à sa place : la dette publique est un outil dont il faut connaître le fonctionnement pour l'utiliser adéquatement. Nous espérons offrir à tous et toutes les moyens de bien comprendre quel est l'état de cette dette et quelles sont les conséquences des choix que nous posons à son égard.

MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA

Ministère des Finances du Canada, « [Évaluation du crédit d'impôt pour la condition physique des enfants et du crédit d'impôt pour les activités artistiques des enfants](#) », dans *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017 : Concepts, estimations et évaluations*, Mars 2017, pp. 311-331

Les deux crédits avaient des objectifs pertinents, mais ils avaient de nombreuses lacunes en termes d'efficacité, d'équité et d'efficience

Au cours de la dernière décennie, plusieurs crédits d'impôt ont été mis en place au Canada afin d'encourager la participation des enfants à des activités physiques, artistiques, culturelles, créatives et d'épanouissement. Le gouvernement fédéral a adopté le crédit d'impôt pour la condition physique des enfants (CICPE) dans le budget de 2006 afin de promouvoir la condition physique chez les enfants en reconnaissant les coûts associés aux activités physiques supervisées. Le budget de 2011 a ajouté à la reconnaissance des activités physiques des enfants sur le plan fiscal en instaurant le crédit d'impôt pour les activités artistiques des enfants (CIAAE) afin d'alléger les coûts associés aux activités artistiques, culturelles, créatives et d'épanouissement des enfants (ci-après dénommées simplement « activités artistiques »). Au cours de cette période, certaines provinces et certains territoires ont également instauré leurs propres crédits d'impôt pour la condition physique et les activités artistiques des enfants. Dans le budget de 2016, le gouvernement fédéral a annoncé l'élimination progressive du CICPE et du CIAAE d'ici 2017 dans le cadre de ses efforts visant à simplifier le régime fiscal et à mieux cibler le soutien offert aux familles avec des enfants. Le présent document présente une évaluation de ces deux crédits. Le document débute par une mise en contexte des deux crédits. Il présente ensuite une évaluation de leur pertinence, de leur efficacité, de leur équité et de leur efficience, et se termine par un résumé des principales constatations de l'évaluation.

MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA

Ministère des Finances du Canada, « [Évaluation du crédit pour la taxe sur les produits et services](#) », dans *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017 : Concepts, estimations et évaluations*, Mars 2017, pp. 333-353.

Le crédit pour la TPS est pertinent du point de vue de l'équité, efficace et efficient

Au Canada, comme dans beaucoup d'autres pays, les taxes à la consommation constituent une source importante de recettes pour les gouvernements. En 1991, le gouvernement du Canada a adopté la taxe sur les produits et services (TPS). La TPS s'applique sur le prix de vente d'une vaste gamme de produits et de services consommés par les ménages, allant par exemple des services téléphoniques aux vêtements, en passant par les voitures et les nouvelles résidences. La vaste gamme de produits et de services assujettis à la TPS permet un taux relativement bas et en facilite l'administration pour les entreprises et le gouvernement. Par souci d'équité, le crédit pour la TPS a été mis en place au moment de l'instauration de la TPS afin de réduire le fardeau fiscal de cette taxe chez les Canadiennes et les Canadiens à revenu faible ou modeste et, ainsi, de contrer les caractéristiques généralement régressives des taxes à la consommation. Le présent document présente une évaluation du crédit pour la TPS. Il offre d'abord un survol de l'historique de ce crédit et de ses principales règles. Il aborde aussi les recettes gouvernementales fédérales tirées de la TPS et les sommes payées au titre du crédit pour la TPS. Il enchaîne ensuite en présentant une analyse de la pertinence, de l'efficacité, de l'équité et de l'efficience du crédit pour la TPS, y compris le mérite des mesures alternatives. Les principaux résultats de l'évaluation suggèrent que le crédit pour la TPS poursuit un objectif pertinent – soit d'atténuer les caractéristiques régressives de la taxation de la consommation – et que le crédit atteint son objectif de manière efficace puisqu'il contribue réellement à réduire le caractère régressif de la TPS pour les populations à revenu faible et modeste. L'évaluation conclut également que le crédit est équitable puisqu'il profite effectivement aux populations visées par ce crédit. Finalement,

l'évaluation indique que le crédit pour la TPS atteint vraisemblablement de manière plus efficente l'objectif d'améliorer l'incidence de la TPS que ne le font certains mécanismes alternatifs, dont les exonérations de taxe et les taux multiples.



ÉTATS-UNIS

CENTER ON BUDGET AND POLICY PRIORITIES (CBPP)

W. Fischer, B. Sard et A. Mazzara, « [Renters' Credit Would Help Low-Wage Workers, Seniors, and People with Disabilities Afford Housing](#) », 9 mars 2017, 20 p.

Un nouveau projet de crédit d'impôt rendrait l'accès au logement plus facile

Fewer than one in four eligible low-income renters receive housing assistance.¹ Tight multi-year caps on non-defense discretionary appropriations, the budget category that includes rental assistance programs, will make it difficult to expand those programs in the coming years. But a new “project based” renters’ tax credit could help a substantial number of the lowest-income renters — including low-wage workers and poor seniors and people with disabilities — afford decent, stable housing. It could also help address an imbalance in current federal housing policy: counting tax benefits, federal housing assistance overwhelmingly goes to high-income homeowners, even though low-income renters have the most acute housing needs

4

CENTER ON BUDGET AND POLICY PRIORITIES (CBPP)

C. Marr, C. Huang, B. DeBot et al., « [Will New Trump Tax Plan Include Pass-Through Tax Break for Wealthiest?](#) », 27 février 2017, 10 p.

1 % des contribuables les plus riches détiennent plus de 50 % du « Pass-Through Income », revenu qui serait visé

par un allègement dans la réforme fiscale de l'administration Trump

President Trump says he will revise his tax plan. A key question is whether the revised plan will tilt heavily toward the wealthy — as his campaign tax plans did — or will reflect his and his top aides' promises that his tax policy will focus on workers and "have no absolute tax cut for the upper class."² The answer depends heavily on whether he retains a proposal for a special, much lower top rate for "pass-through" business income.

INSTITUTE ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY (ITEP)

M. Gardner, R.S. McIntyre et R. Phillips, « [The 35 Percent Corporate Tax Myth](#) », 9 mars 2017, 77 p.

Un grand nombre de multinationales américaines n'ont payé aucun impôt aux États-Unis malgré un taux d'imposition fédéral de 35 %

Profitable corporations are subject to a 35 percent federal income tax rate on their U.S. profits. But many corporations pay far less, or nothing at all, because of the many tax loopholes and special breaks they enjoy. This report documents just how successful many Fortune 500 corporations have been at using loopholes and special breaks over the past eight years. As lawmakers look to reform the corporate tax code, this report shows that the focus of any overhaul should be on closing loopholes rather than on cutting tax rates

INSTITUTE ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY (ITEP)

Z. Schiller et C. Davis, « [Taxes and the On-Demand Economy](#) », 15 mars 2017, 14 p.

Le législateur américain doit revoir sa fiscalité puisque les plateformes comme AirBnB et Uber font une concurrence déloyale aux entreprises traditionnelles

A growing number of Americans are getting rides or booking short-term accommodations through

online platforms such as Uber and Airbnb. This is nothing new in concept; brokers have operated for hundreds of years as go-betweens for producers and consumers. The ease with which this can be done through the Internet, however, has led to millions of people using these services, and to some of the nation's fastest-growing, high-profile businesses.

INSTITUTE ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY (ITEP)

L. Christenson Gee, M. Gardner, M.E. Hill et al., « [Undocumented Immigrants' State & Local Tax Contributions](#) », 1^{er} mars 2017, 12 p.

Les immigrants illégaux contribuent annuellement à la hauteur de près de 12 milliards en taxes et impôts

Public debates over federal immigration reform, specifically around undocumented immigrants, often suffer from insufficient and inaccurate information about the tax contributions of undocumented immigrants, particularly at the state level. The truth is that undocumented immigrants living in the United States pay billions of dollars each year in state and local taxes. Further, these tax contributions would increase significantly if all undocumented immigrants currently living in the United States were granted a pathway to citizenship as part of a comprehensive immigration reform. Or put in the reverse, if undocumented immigrants are deported in high numbers, state and local revenues could take a substantial hit.

TAX FOUNDATION

J. Walczak, « [The State and Local Tax Deduction: A Primer](#) », 15 mars 2017, 14 p.

Les déductions d'États et de municipalités, qui profitent aux plus riches, pourraient être éliminées

The lion's share of state and local tax deductions are claimed by upper-income earners. Only 30 percent of all federal income tax filers itemized rather than claiming the standard deduction in tax year 2014. Of these, over three-quarters reported adjusted gross income (AGI) above \$50,000, even

though taxpayers with AGIs above \$50,000 represent a mere 38 percent of all filers.²⁰ According to the Joint Committee on Taxation, more than 88 percent of the benefit of state and local tax deductions accrued to those with incomes in excess of \$100,000 in 2014, while only 1 percent flowed to taxpayers with incomes below \$50,000.²¹ In 1984, a Treasury report went so far as to disparage the state and local tax deduction's "distributionally perverse pattern of subsidies."

TAX FOUNDATION

N. Kaeding et K. Pomerleau, « [Federal Tax Reform: The Impact on States](#) », 8 mars 2017, 19 p.

Les décideurs américains sont prêts à réformer leur code d'impôt fédéral, notamment en augmentant l'assiette fiscale et en réduisant les taux d'imposition

Federal policymakers are poised to reform the federal tax code for the first time since 1986. Both President Trump and House Republicans have released tax reform proposals. Each plan would make numerous changes to federal taxes for both individuals and corporations. Federal tax reform, however, does not just impact the federal government and its revenue collections; state revenues are also affected by tax reform. States largely use the federal Internal Revenue Code as the basis of their state taxes. Changes to definitions of income, through base broadening, would flow downward to state-level taxes, impacting state revenues. In general, states should expect to see an increase in revenue from federal tax reform efforts, but in the few cases where revenue changes could result in lower revenues, state policymakers have a number of policy options available to them to ease the transition to a new tax structure.



INTERNATIONAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE, « [OECD Secretary-General Report to G20 Finance Ministers](#) », Mars 2017, 138 p.

L'incertitude entourant la taxation peut décourager les investissements et figure parmi les priorités des administrations fiscales

Under your leadership, the international tax system has become more transparent, efficient and inclusive over the past few years. With automatic exchange of information being implemented, bank secrecy is coming to an end and countries have already received close to 80 billion EUR in unplanned additional revenue as a result of voluntary disclosure programmes and other similar initiatives in the lead-up to the first exchanges. At the same time, efforts underway for the implementation of the Base Erosion and Profit Shifting (BEPS) package should see aggressive tax avoidance curtailed.

However, this is no time for complacency. 2017 should be the year of timely and coherent implementation, mobilising all countries through both the 139-member Global Forum on Transparency and Exchange of Information for Tax Purposes, and the G20/OECD Inclusive Framework on BEPS, which now has over 90 members.

6

Important challenges lie ahead of us in this regard:

→ More efforts must be made to ensure that automatic exchange of financial account information be implemented by all relevant jurisdictions in a timely manner;

→ Countries should consider signing the BEPS multilateral instrument at the ceremony to be held on 7 June, in order to put in place the tax treaty-related BEPS measures quickly; and

→ The tax consequences of the digitalisation of the economy should be fully explored, and must be addressed in a way that avoids uncoordinated unilateral actions which would not be conducive to growth.

It is also time for tax systems to better promote growth and inclusivity. In line with your request in Chengdu, the OECD working with the IMF has undertaken further work to understand the sources and solutions to tax uncertainty, including a wide-reaching OECD survey of the business

community. I am glad to report the findings of this survey and the recommendations for countries to ensure a more predictable environment for business, conducive to greater investment, more jobs and improved growth.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

H. Blöchliger, C. Hilber, O. Schöni et al., « [Local Taxation, Land Use Regulation, and Land Use: A Survey of the Evidence](#) », 3 mars 2017, 28 p.

Les pouvoirs de taxation locaux peuvent être des outils de développement très importants

Ce document étudie les travaux de recherche théoriques et empiriques consacrés aux relations entre fiscalité locale, réglementation d'urbanisme et modes d'occupation des sols. Les résultats peuvent être résumés comme suit : 1) Dans les pays qui pratiquent la décentralisation budgétaire, la réglementation d'urbanisme et les politiques budgétaires au niveau infranational encouragent l'étalement urbain. À l'inverse, dans les pays plus centralisés, des politiques restrictives de maîtrise de l'étalement des villes et le manque d'incitations budgétaires locales en faveur de l'aménagement du territoire ont tendance à entraîner une pénurie de logements. 2) Certains instruments budgétaires influent sur le type et la composition de l'aménagement du territoire, par exemple l'importance de la construction de logements par rapport à celle de bâtiments à usage commercial. La suppression des incitations budgétaires locales en faveur de certains types de biens réduit la surface des sols qui leur sont affectés et augmente leurs prix. 3) Dans les pays à structure plus décentralisée, les politiques locales d'occupation des sols visant à limiter ou à modifier la croissance urbaine sont inefficaces car les individus mobiles peuvent contourner les restrictions locales en s'établissant dans les juridictions voisines qui offrent l'équilibre recherché entre occupation des sols et services publics. 4) Le développement des réseaux de transport permet aux ménages et aux entreprises de s'établir en zones périphériques, ce qui accélère la désertification des centres villes et favorise l'étalement urbain, surtout le long des routes à grande

circulation. 5) Dans les pays où la gestion budgétaire est décentralisée, le développement des banlieues est associé au pouvoir politique croissant des propriétaires fonciers. Ceux-ci font généralement pression pour que des mesures d'urbanisme obéissant à des considérations budgétaires soient prises – essentiellement en fixant une taille minimale des lots – qui favorisent les contribuables plus aisés. Aussi, les décisions d'urbanisme qui répondent à des objectifs budgétaires freinent le développement local et augmentent la valeur des biens, tout en favorisant l'étalement urbain. Globalement, la politique budgétaire et la réglementation d'urbanisme sont étroitement liées, et les pouvoirs publics doivent harmoniser ces politiques pour atteindre efficacement les objectifs d'occupation des sols.

Équipe de rédaction

Recherche et sélection des articles :
Fanny Panneton, Francis Brault, Francis Landry, Josué Bosiakali et Karman Kong

Coordination, édition et révision :
Tommy Gagné-Dubé

<http://cffp.recherche.usherbrooke.ca/>

**Pour vous abonner gratuitement
au Bulletin de veille et aux
publications de la Chaire :**
cffp.eg@USherbrooke.ca